

Pourquoi Bloomberg

vote Hidalgo

(et Macron)

Ou comment le réchauffement climatique

sauvera le capitalisme



Emmanuel Macron, Michael Bloomberg, Anne Hidalgo, 2 juin 2017 - AFP

Frédéric VIALE

<http://frederic.viale.free.fr>

Le réchauffement climatique est patent et ce thème structure enfin nombre de discours politiques. Devant chaque micro-tendu, devant les caméras et à toutes occasions, les candidats à n'importe quel poste électif ont quelque chose à dire sur la « lutte-contre-le-réchauffement-climatique » – voilà qui est heureux à l'heure où les bouleversements climatiques font craindre des catastrophes humaines d'ampleur biblique car finalement c'est bien la survie de l'espèce humaine qui est en jeu.

Sur le sujet, certains acteurs politiques semblent aussi à l'aise que pour exécuter un grand huit sur patins à glace un soir de vodka. Pour d'autres, on constate qu'il y a des propositions, des idées, on sent l'effort et même la conviction. Et pour d'autres encore, la lutte contre le réchauffement climatique c'est partout et tout le temps. Anne Hidalgo est de ces politiques-là. Elle ne dit rien, n'apparaît nulle part, ne parle jamais sans développer un discours en béton armé contre le réchauffement climatique. Elle en a fait une marque de fabrique, met en avant son action comme maire de Paris et se sent désormais pousser des ailes pour la présidence de la République. Prenons donc son action et ses discours au sérieux. On verra alors que ses propositions de luttes écologiques sont aussi déclamatoires et hypocrites que celles d'Emmanuel Macron, ce qui n'est pas peu dire.

En effet, le concept clef sur lequel Anne Hidalgo brode en permanence est celui de la « *smart city* » (oui, parce qu'on parle américain désormais dans un certain milieu). La ville doit être « intelligente », « connectée », « écologique », « inclusive », elle doit réconcilier les exigences de la compétitivité internationale, de la qualité de vie et du sens des valeurs humaines. Ce discours entend tout aussi bien promouvoir l'écologie et la lutte contre le chaos climatique que défendre une éthique. Il s'agit de rien moins que de réenchanter la politique, démontrer que dans le contexte morose qui nous englué, il est possible d'avancer et d'espérer. En somme, une nouvelle culture se fait jour, elle veut incarner le futur, et un futur enviable. Le modèle de la « ville globale » (bas carbone, intelligente...) apparaît comme la panacée à de nombreux problèmes.

Ce discours ne vient pas d'Anne Hidalgo. Il est inlassablement mis en avant par des structures philanthropiques et des fondations privées souvent financées, et largement, par Michael Bloomberg. Multi-milliardaire, ancien maire de New York, il finance sans compter toutes celles et ceux qui vont dans son sens et veulent accéder au pouvoir aux États-Unis où, comme partout ailleurs, payer c'est influencer. Mais Bloomberg n'est pas seulement un milliardaire conscient de ses intérêts, il construit

patiemment une philosophie politique qui prend appui dans la pratique de la gestion de grandes métropoles, New York lorsqu'il en était maire, Paris avec Anne Hidalgo et d'autres – car prudemment, Bloomberg travaille avec de nombreux maires de grandes villes.

Par l'idéologie qu'il porte, le discours sur la « *smart city* » ambitionne ni plus ni moins que de conquérir ce que Gramsci nommait « l'hégémonie culturelle » sans laquelle il n'est pas de conquête du pouvoir durable. Il correspond à une vision de la société où le discours de partage, d'équité, d'écologie légitime en fait un monde d'inégalités sociales en même temps criantes et pérennes, où le gouffre entre les premiers de cordée et ceux qui ne sont rien est perçu comme inévitable mais viable, où le combat contre le chaos climatique est conduit par les entreprises les plus performantes dans un système capitaliste à la légitimité renouvelée, où la technologie tient lieu de solution universelle et où les données personnelles, les *data*, nouveau Graal de la production de valeur, nous échappent totalement pour le plus grand profit des entreprises transnationales (ETN). Avec Bloomberg et ses amis philanthropes, il s'agit de renouveler entièrement la légitimation du capitalisme de prédation, non pas seulement le rendre plus présentable mais de le rendre enviable. Et il a trouvé en Hidalgo, largement aussi en Macron, des porteurs de

cette idéologie qui pourra fort bien, au gré des circonstances, être qualifiée de gauche, de droite ou autrement, cela n'ayant aucune espèce d'importance.

Hidalgo/Bloomberg/Macron : bienvenue dans le monde où « tout doit changer pour que rien ne change ».

On pourrait penser que les discours et les pratiques d'Anne Hidalgo, maire de Paris, pourraient n'être que d'intérêt local : ce serait une erreur. Car, au-delà des impératifs de gestion municipale ils prétendent **lutter contre le chaos climatique**. Et sauver le monde. Carrément.

On pourrait aussi se dire qu'un discours politique entraînant quelques pratiques municipales sont sans réelle conséquence : là encore, ce serait une erreur car ces pratiques mènent tout simplement à la **privatisation de l'administration publique**. Privatisation qu'on retrouve par ailleurs largement entamée par les pratiques d'Emmanuel Macron. Ainsi, deux candidats à l'élection présidentielle ont à leur passif d'avoir conduit une privatisation du processus même de décision de l'administration, et d'avoir tout fait pour éloigner celle-ci des considérations d'intérêt général qui devraient être les leurs.

Point de départ : la « Smart city »

Depuis une décision du Conseil de Paris le 26 mai 2015 la Ville de Paris entend devenir une ville « ouverte », « connectée » et « ingénieuse »¹. **L'idée est celle d'une gestion intégrée de la ville pilotée par les nouvelles technologies afin de permettre**

1- Communication de la maire de Paris sur le « *plan stratégique Paris intelligent et durable - Perspective 2020 et au-delà* », 26 mai 2015 , 2015 SG 52

un développement continu de la ville, tout en diminuant son impact écologique et la rendre plus facile à vivre.

Mis à la mode par le président Clinton demandant en 2005 à l'entreprise transnationale Cisco (fabriquant d'équipements pour réseaux digitaux) d'utiliser les nouvelles technologies de la communication pour régler les problèmes posés par l'accroissement des villes, le discours de la *Smart city* charrie en permanence les mots « *inclusion* », « *partage* », « *démocratie participative* ». Et « *innovation* ». Oui, il s'agit d'innover pour tout, tout le temps et pour n'importe quoi : construire avec des matériaux « *bas carbone* » (on dit « *low carbon* »), mettre en service des véhicules propres (entendez électriques), promouvoir une nouvelle économie (en général « *circulaire, sociale et solidaire* ») végétaliser un toit, il faut in-no-ver. Et au final aboutir à la « *modernisation de l'administration*² ».

Ce discours est activement promu par la fondation Bloomberg.

Anne Hidalgo elle-même nous montre le chemin : ses tweets clamant son admiration pour Michael Bloomberg le révèlent.

Qui est Michael Bloomberg ?

2- Toutes ces citations sont extraites des discours officiels, communications de la Mairie de Paris, d'Anne Hidalgo et autres sites de la Ville qui, tous, déclinent ses concepts à l'envie.

D'abord, c'est ***un homme d'affaires*** : d'après *Forbes* le 20^e homme le plus riche du monde en 2021, il est le fondateur de *Bloomberg LP*, un groupe financier américain spécialisé dans les services aux professionnels des marchés financiers et dans l'information économique et financière. Ses clients peuvent surveiller et analyser les transferts de données en temps réel des marchés financiers et ils paient cher pour ce service.

C'est ***un homme d'affaires qui fait de la politique*** et qui consacre son argent personnel à son auto-promotion. Il a été démocrate, républicain, indépendant puis à nouveau démocrate mais toujours pro *business* et pro libre-échange. Il a été maire de New York pendant 11 ans, de 2002 à 2013, et son hagiographie officielle précise qu'entrant en fonction peu après le 11-Septembre, il est parvenu à faire « *rebondir la ville de New York plus vite et plus fort que prévu*³ ». D'autres se souviennent que sa politique sécuritaire a essentiellement consisté à chasser les indésirables hors de la ville. Lors de la primaire démocrate, il a été accusé d'avoir « *soutenu des politiques racistes* », en référence notamment aux interpellations et fouilles arbitraires, avec une explosion des contrôles au faciès à New York lorsqu'il était maire⁴. Pourtant Anne Hidalgo a été une des premières à le féliciter chaudement. Étonnement, son tweet a été supprimé depuis. Ce n'est pas grave, le voici :

3- Note biographique sur le site de *Bloomberg Philanthropies*, <https://www.bloomberg.org>

4- « Primaire démocrate : Michael Bloomberg assailli de critiques par ses rivaux », *Le Monde*, 20/02/2020.

« @Anne_Hidalgo-12h

« Good luck my dear @MikeBloomberg. You carry an ambition for the United States and for the World. US citizens can rely on your commitment for climate and more justice. Friendly yours. ♥ »

Cette suppression du compte d'Anne Hidalgo tient-elle à ce que Michael Bloomberg a été lourdement critiqué pour son « arrogance de milliardaire »⁵ ?

Bloomberg le philanthrope

Un bon milliardaire américain est un milliardaire qui donne. Pour cela, Michael Bloomberg organise sa philanthropie. Il a créé *Bloomberg Philanthropies*⁶ dont le site nous apprend qu'elle investit 1,6 milliards de dollars à travers le monde, sachant par ailleurs que Michael Bloomberg, à titre personnel, a lâché 11,1 milliards de dons. Dans une autre de ses fondations, *Corporate Philanthropy*⁷, l'objectif est affiché : « *promouvoir une économie mondiale inclusive* ». Visiblement, il ne s'agit tout au plus que d'adoucir à la marge les effets dévastateurs d'une mondialisation marchande et financière pour la rendre plus acceptable d'autant qu'il en est par ailleurs un des bénéficiaires dans ses propres affaires – et que, comme l'effet

5- France Info, « Un "milliardaire arrogant" : Michael Bloomberg sous le feu des critiques lors de son premier débat de la primaire démocrate », le 20/02/2020.

6- Voir <https://www.bloomberg.org>

7- <https://www.bloomberg.com/company/values/philanthropy/>

d'un heureux hasard, les solutions qu'il propose correspondent très exactement à son activité marchande.

La figure du philanthrope qui fait des actes spectaculaires de donations pour renforcer sa position sociale est connue, depuis Rockefeller, Carnegie, Edison, J. P. Morgan et autres barons voleurs qui investissaient dans le mécénat d'art et les fondations de charité, jusqu'à nos propres milliardaires qui aujourd'hui se forgent par leurs largesses mécénales une stature de grand homme à finalement peu de frais (car défiscalisées en France de 60 à 66 %). Que Bloomberg s'inscrive dans ce type de générosité intéressée n'a pas de quoi surprendre. Si on s'en tient là, les déclarations énamourées d'Anne Hidalgo à l'attention de celui qu'elle appelle « Mike » pourraient paraître comme l'expression oscillant entre naïveté, admiration un peu bête et fascination de l'argent dont elle n'est pas, loin s'en faut, la première incarnation, surtout chez les socialistes, en France comme ailleurs. Mais tentons d'y voir plus clair : quels sont les objectifs affichés par la fondation Bloomberg ?

Bloomberg philanthropy entend « *Améliorer le fonctionnement des administrations municipales en favorisant l'innovation*⁸ », et pour cela « *mettre en œuvre une approche flexible et innovante de la gouvernance* ». Tout cela renifle à plein nez le

8- <https://www.bloomberg.org/government-innovation/>. Toutes les citations sont tirées de ce site, sauf indication contraire.

patagon d'école de commerce aux termes duquel les solutions ne sont assez innovantes que lorsqu'elles sont apportées par le privé.

La fondation Bloomberg entend influencer sur la façon dont les décisions publiques se prennent. Comment ? En mettant en place un ***partenariat*** avec Harvard Business School et avec la Harvard Kennedy School of Government, baptisé « *Initiative Bloomberg Harvard City Leadership*⁹ » qui permet à des « intervenants » estampillés Bloomberg de faire des cours à des élus (on dit « *partager leurs bonnes pratiques innovantes* »). 32 millions de dollars par an sont affectés à cette activité. Devant le succès, ***un département*** a été ouvert à l'université de Harvard, portant le nom de Emma Bloomberg (la fille), doté de 10 professeurs dont l'enseignement est tourné vers le « *renforcement du leadership et de la gouvernance des villes* ». Ainsi, la fondation Bloomberg se propose de former directement les élus, particulièrement ceux en charge de grandes villes. On est priés de croire qu'il ne s'agit que de les armer contre la complexité de leur tâche et pas du tout de leur fournir un prêt-à-penser politique.

Chaque année, avec le magazine *The Atlantic* et l'institut Aspen, la fondation Bloomberg organise un « CityLab », « la

9- <https://www.bloomberg.org/government-innovation/supporting-city-leaders/bloomberg-harvard-city-leadership-initiative/>

plus importante rencontre entre les dirigeants des villes et des plus grands spécialistes (sic) de l'urbanisme, de l'économie, de l'éducation, de l'art, de l'architecture, de l'innovation dans le secteur public, du développement communautaire et des affaires¹⁰ ». Les villes de Bogota, Freetown, Helsinki et San Francisco mais aussi New York, Los Angeles, Londres, Miami, Detroit ont accueilli ce « séminaire ». Sans oublier Paris en 2017. Et depuis quelques années l'administration publique de Paris s'organise sur le modèle des starts-up innovantes avec la mise en place d'une « plateforme d'innovation dédiée au tourisme » (le « Welcome City Lab, laboratoire du tourisme innovant¹¹ »).

La fondation organise aussi un concours, le « *Challenge Mayors* » : tous les ans, il s'agit de récompenser 50 villes de plus de 100 000 habitants qui auront fait preuve des « *solutions urbaines les plus innovantes¹²* ». Que gagnent-elles ? La possibilité « *d'avoir accès à des experts de renommée mondiale en matière d'innovation et de données informatiques pour les aider à améliorer leurs idées* ». Les quinze premières auront une récompense d'un million de dollars pour les mettre en œuvre.

10- <https://www.bloomberg.org/government-innovation/supporting-city-leaders/citylab/>

11- <https://www.paris.fr/pages/le-welcome-city-lab-laboratoire-du-tourisme-innovant-6411/>

12- <https://bloombergcities.jhu.edu/mayors-challenge>

Pour quelle action a été récompensée Paris en 2021 ? La création d'une « Académie du climat » destinée à « *des jeunes âgés de 9 à 25 ans afin de mener la transformation écologique de Paris* ». D'ailleurs, la ville a déjà réuni « *les représentants de 21 associations de jeunes* ». Oui, pour renforcer sa lutte contre le réchauffement climatique, la ville de Paris fait des réunions de jeunes et la fondation Bloomberg la récompense pour cela. Étonnement, la fondation Bloomberg ne dit rien sur l'augmentation de consommation de béton due à la mise en place des infrastructures de transports qui, pour certaines, doivent impérativement être terminées pour les Jeux olympiques de 2024. Pour la fondation, visiblement l'essentiel est ailleurs : une réunion ou deux de jeunes gens afin de réaliser un beau rapport sur papier glacé qui sera rendu à la maire sous les feux des caméras, cela suffit largement. Glissons sur le fait que ces réunions de jeunes se proposent de demander leur avis à des gamins de 9 ans qui auront, à n'en pas douter, une vision claire des enjeux vu leur âge – tout en excluant les vieux machins de plus de 25 ans, déjà obsolètes. Tant de démagogie laisse songeur.

Par ailleurs, la fondation Bloomberg montre un net penchant pour ***l'encouragement à l'utilisation des données personnelles informatisées***. En plus de son « *Challenge Mayors* », la fondation décerne une « *Certification de ce qui fonctionne dans*

les Villes¹³ » des États-Unis, particulièrement récompensées pour leur capacité à s'appuyer sur la collecte et le traitement des données personnelles. La fondation a conclu en 2021 six partenariats avec six « villes globales » en ce sens¹⁴.

On le voit, **la philanthropie de Bloomberg est très sérieusement organisée**. Il ne s'agit pas seulement donner à des artistes où des causes humanitaires, **il s'agit d'intervenir dans la façon de gouverner**. Au nom de l'innovation, il s'agit de poser comme modernes, efficaces et donc bons, des choix qui à aucun moment ne sont présentés comme politiques. Pourtant, qu'y a-t-il de plus politique que de gouverner ? La volonté de Bloomberg est de considérer que les élus doivent être guidés non par ces principes mais par les pratiques que lui considère comme bonnes et efficaces et par la généralisation de la collecte et de l'exploitation des données personnelles. Comme il est hors de question de passer pour un idéologue, Bloomberg a choisi d'avancer ses idées sous couvert d'efficacité objective. En somme, la fondation Bloomberg encourage une dépolitisation des questions politiques. Il apparaît donc que la fondation applique **la vieille recette thatchérienne selon laquelle il n'y a pas d'alternative**. Et **visiblement la maire de Paris l'écoute**.

13- La « *What Works cities certification* », <https://whatworkscities.bloomberg.org/certification/>

14- Communiqué de presse de *Bloomberg Philanthropies* du 29 juin 2021, sur son site.

Bloomberg Associates, branche de *Bloomberg Philanthropies* a pour mission de « *travailler gratuitement avec les dirigeants des villes du monde entier pour les aider à résoudre des défis municipaux complexes*¹⁵ ». Des maires de nombreuses villes aux États-Unis bénéficient ainsi de ces **conseils gratuits** mais aussi Milan et Bogota, par exemple, et bien entendu, Paris.

À Paris, Amanda Burden, initialement directrice de la planification urbaine lorsque Bloomberg était maire, puis directrice de *Bloomberg Associates*, donne des conseils gratuits sur un des plus grands chantiers urbains de la ville, celui de la ZAC Rive Gauche, 130 hectares *intra-muros*, plus grande opération urbaine à Paris depuis Haussmann, couvrant un vaste périmètre compris entre la gare d'Austerlitz, les voies, la Seine et Ivry.

En 2018, un partenariat est conclu entre Paris et *Bloomberg Associates* avec **le financement par la fondation d'un poste de chargé de projets**, occupé par Gaël Rougeux. Son rôle ? D'après son arrêté de nomination : « *valoriser l'action [de la Ville de Paris] à l'aune des critères d'exigence internationaux dans les domaines du développement durable, de la politique des transports, des questions environnementales, mais aussi en matière de politique culturelle, de valorisation de son*

15- <https://associates.bloomberg.org/>

*patrimoine*¹⁶ ». Ce monsieur a donc un rôle crucial puisqu'**il conseille la Ville au plus haut niveau sur tous les sujets sur lesquels Anne Hidalgo s'exprime en permanence. Et il est financé par Bloomberg Associates.**

Après avoir réuni en marge de la COP21 un Sommet des élus locaux pour le climat, Anne Hidalgo est élue présidente du C40, un groupe de travail réunissant 85 grandes villes « *mobilisées par le défi climatique*¹⁷ ». Le C40 est financé, entre autres, par *Bloomberg Philantropies*¹⁸, Bloomberg en préside le Conseil d'administration à titre personnel.

Paris accueille des événements internationaux organisés et/ou financés par Bloomberg.

Le 22 octobre 2017, un **Citylab**, une réunion de maires de grandes villes, organisée par le C40 et qui tend, comme pour le reste, à « *célébrer les villes et de la vie urbaine (sic)*¹⁹ ».

Le **One Planet Summit** tenu en 2017 à l'initiative de Macron avec pour objectif de mobiliser des finances pour sauver le climat, a été financé en partie par la *Bloomberg Philantropies*²⁰.

Et une belle photo toutes dents dehors Bloomberg/Macron.

16- <https://www.mines-saint-etienne.org/fr/mobilites/1547>

17- « Anne Hidalgo élue présidente du C40 », *latribune.fr*, 8 août 2016.

18- <https://www.c40.org/>

19- <https://www.c40.org/events/citylab-paris-2017>

20- <https://gbf.bloomberg.org/one-planet-summit/>

En **juin 2017**, dès le lendemain de l'annonce officielle par le président Trump de la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris, **le président Macron a invité Bloomberg à Paris**. Pourquoi ? Officiellement parce que ce dernier est depuis 2014 « envoyé spécial de l'ONU pour les Villes et le climat ». Ainsi Macron délivre un message politique de désaccord avec Trump. Mais qui est présente sur la photo officielle en plus des deux ? Anne Hidalgo qui aura su mettre son agenda international au service de Macron (signal supplémentaire qu'ils sont tous deux profondément d'accord sur l'essentiel). Bloomberg a par ailleurs soutenu Macron pour son élection.

22 et 23 mai 2018 : « **Sooner Than You Think (Station F)** » : « *S'appuyant sur les données inégalées et la puissance analytique des ressources mondiales de Bloomberg, Sooner Than You Think Paris offre un aperçu de l'avenir proche des entreprises, des forces du marché et des innovations technologiques qui transforment déjà notre économie mondiale.*²¹ » Cette rencontre à l'initiative de Bloomberg a donné naissance au « plus grand campus de starts-up à Paris », financé par de nombreux sponsors dont Bloomberg et Xavier Niels (qu'on retrouvera dans le Fonds pour Paris) mais aussi Carlos Ghosn, alors encore fréquentable. La maire était là.

21- <https://www.bloomberglive.com/styt-paris/>

Le **Plan Climat**, mis en place par la Ville de Paris en novembre 2017²², l'avoue dès son exposé des motifs : « *certaines mesures ont également été expertisées par les équipes du C40 et de Bloomberg Associates*²³ ». Dans le « comité d'experts » on croise aussi bien des représentants d'organismes institutionnels comme AirParif ou de la Compagnie parisienne de chauffage urbain qu'une représentante d'une association pour qui la technologie verte sauvera le monde (Shamengo²⁴), ainsi qu'une représentante de Suez Environnement, puisqu'il est dit que rien ne sera fait sans le secours des entreprises transnationales. Évidemment, un représentant du C40 financé par la fondation Bloomberg est présent aussi.

Avec l'*Aspen institute*, Bloomberg a lancé en 2016 « **la première initiative mondiale visant à aider les grandes villes à se préparer à l'arrivée des véhicules autonomes**²⁵ » – des véhicules à la conduite entièrement automatisée. Paris est inclus dans ce plan.

La **Plateforme opensource Lutece**, système de portail libre promu par la ville de Paris, sert de plateforme à de nombreux services municipaux. Elle a permis de « dynamiser » l'e-

22- Voir <https://www.paris.fr/pages/nouveau-plan-climat-500-mesures-pour-la-ville-de-paris-5252>

23- Voir texte de l'exposé des motifs à la délibération du Conseil, <http://belairsud.blogspot.com/files/2017%20DEVE%20170.pdf>

24- Voir <https://solarimpulse.com/reseau/shamengo>

25- <https://www.bloomberg.org/press/bloomberg-philanthropies-aspen-institute-launch-first-global-initiative-help-leading-cities-prepare-advent-autonomous-vehicles/>

administration. Aujourd'hui, 180 projets Lutèce sont menés par la Ville de Paris concernant l'urbanisme, le sport, la gestion des encombrants, l'état civil, la gestion des dossiers des élus, etc. L'entreprise Atos est partenaire de la Ville dans le développement de la plateforme²⁶. Une fructueuse coopération s'est nouée entre la Ville de Paris et la fondation Bloomberg pour assurer la promotion de la plateforme auprès des autres dirigeants de métropoles dans le monde²⁷. Ainsi, Bloomberg par sa fondation récupère tout ce qui concerne la gestion du portail conçue par la métropole de Paris pour la vendre à d'autres. Et se faire des bénéficiaires. L'autre partenaire, **Atos**, est chargé de « *la transformation numérique des Jeux* » et de la « *sécurisation de l'infrastructure informatique olympique*²⁸ ».

Le ***Paris City KPI Dashboard***, est un tableau de bord développé par une série d'entreprises privées (dont Oracle et Microsoft SQLServer²⁹) et collecte, regroupe, organise et visualise les indicateurs importants des entreprises, fournissant ainsi un aperçu rapide de ses performances et de la croissance attendue. Mis en place par la Ville de Paris, accompagné par Bloomberg.

Certains projets parisiens sont directement inspirés par les méthodes utilisées à New York. ***Le projet Réinventer Paris*** en

26- <https://atos.net/fr/livre-blanc-digital/linnovation-au-service-du-citoyen/lutece-une-plateforme-pour-une-vision-360-du-citoyen>

27- <https://associates.bloomberg.org/cities/paris/internationalizing-paris-open-source-platform/>

28- <https://atos.net/fr/jeux-olympiques>

29- Liste complète sur <https://dashboardbuilder.net/kpi-dashboard>

est un exemple frappant. « *Réinventer Paris est un appel à projets urbains innovants lancé en novembre 2014 auprès des promoteurs, investisseurs, concepteurs du monde entier, sur 23 sites parisiens, propriétés de la Ville de Paris ou de partenaires (Paris Habitat, CASVP, SEMAPA, Paris Batignolles Aménagement)*³⁰ » qui s’inspire directement des méthodes portées par les fondations Bloomberg.

Une nouvelle façon de faire du lobbying est née. Il ne s’agit plus seulement d’influencer les politiques en gestation, il s’agit carrément de modeler comment elles vont être pensées. Et elles vont être pensées comme pensent les entreprises, particulièrement celles engagées dans le grand vent de la mondialisation financière et marchande. L’administration française a été pénétrée par cette logique, celle de la *start-up nation* chère à Emmanuel Macron. Anne Hidalgo, comme maire de Paris y est toute acquise, montrant au passage qu’il n’existe pas de différence de fond entre les deux personnages.

Quelles conséquences pratiques des idées déployées par la fondation Bloomberg ?

La recherche de l’innovation à tout crin consiste d’abord à **plier l’administration publique aux principes de la gestion commerciale**. C’est le rôle de la « 27^e région³¹ ». Elle affirme

30- <https://www.paris.fr/pages/reinventer-paris-4632/>

31- <https://www.la27eregion.fr/>. Toutes les citations suivantes sont tirées du site, sauf indication contraire.

être un « *laboratoire de transformation publique... qui propose pour construire les futurs souhaitables de l'action publique* ». Elle a mis en place « la Transfo », « *qui vise à accompagner un groupe de collectivités dans la création de leur propre laboratoire d'innovation interne*³² ». La Transfo comme la 27^e Région affichent fièrement le logo de *Bloomberg Philanthropies*, ce qui est bien le moins, ***Bloomberg y a injecté 1,4 millions de dollars.***

De quoi s'agit-il ? D'une **externalisation de la conceptualisation des politiques publiques** qui ne se réalise plus dans les administrations normalement placées sous le contrôle d'élus censément porteurs d'un mandat populaire mais dans des cercles de techniciens maîtrisant le langage et les pratiques en vogue dans les entreprises privées. On trouve là tout le vocabulaire et les pratiques de gestion d'entreprises avec les « *essai-erreur* », les « *méthodes originales d'interrogation de la problématique et de traitement de la demande* », avec tout ce qu'il faut de « *souplesse* » et « *d'atelier collaboratifs* ». En somme, ***le jargon des écoles de commerce et les pratiques des starts-up.***

Ce type de pratique participe d'un triple mouvement :

1. – Il est clair que ***le système politique est critiqué de toutes parts.*** La démocratie représentative, si peu démocratique et si

32- <https://latransfo.la27eregion.fr/presentation/>

peu représentative, ne fait plus guère illusion : les taux d'abstention phénoménaux aux élections signalent un désenchantement de la population et sa défiance envers des institutions et le personnel politique trop souvent d'une médiocrité consternante.

2. – Mais c'est surtout **le capitalisme lui-même qui ne peut plus passer comme enviable** : il prend eau et feu de toutes parts. Désormais, la conscience est de plus en plus partagée que la mondialisation marchande a des conséquences écologiques et sociales désastreuses. Dans un tel contexte, l'action publique peut apparaître comme un recours – à la condition toutefois qu'elle soit renouvelée.

3. – Problème : les néolibéraux qui sévissent un peu partout depuis maintenant quarante ans, quelque soit leur affichage politique, **sont parvenus à désosser l'État, donc sa capacité à agir : les ressources techniques, intellectuelles et matérielles lui manquent**. Il ne peut pas apporter de solutions aux problèmes complexes engendrés par un néolibéralisme qui nous a conduit dans le mur. **Et ce sont les milliardaires**, les mêmes qui ont profité de la mondialisation néolibérale et ont largement participé aux saccages divers que nous déplorons, **qui entendent apporter la solution, de manière « gratuite »**,

« *désintéressée* », *philanthropique en somme* – aidés en cela par des élus politiques qui leur sont tout acquis.

La *fondation Bloomberg*, en finançant la réflexion sur la manière de mener et de concevoir les politiques publiques a déjà gagné deux fois : une fois parce que son intervention montre en creux que *l'État est fondamentalement incapable de penser*, qu'il est inepte dès lors qu'il ne s'agit pas de manier le gros bâton de la force publique et de la défense militaire – ainsi que le répètent les néolibéraux. Mais elle gagne une autre fois en démontrant que finalement, *les méthodes entrepreneuriales d'organisation sont les seules valables*. Voilà un *mantra* thatchérien répété par tous les politiques qui se succèdent depuis des années aux têtes des États occidentaux, de « gauche » ou de droite – après tout un « socialiste » en France n'agit pas différemment qu'un conservateur allemand ou britannique, il fait des phrases, c'est tout.

C'est la culture entrepreneuriale que la fondation Bloomberg installe au cœur de l'action publique. Avec la complicité d'élus, Hidalgo et Macron en tête. La conséquence très logique en est que la démocratie, pour être compatible avec ce genre de modèle, doit être en même temps bavarde, axée sur la communication, mais fortement limitée.

Une démocratie bavarde : « inclusion », « participation », « démocratie », « concertation » saturent les interminables (et soporifiques) communiqués de presse produits à jet continu par la maire de Paris. Quand on regarde de plus près, on s'aperçoit à l'usage que la ***« démocratie participative » tellement vantée se limite à l'environnement immédiat des personnes invitées à participer mais à la condition qu'il ne s'agisse pas de choix importants.***

Non seulement, il faut se cramponner quand on veut proposer un projet comme habitant la ville de Paris³³ mais encore les sujets de référendum ne relèvent que du bon vouloir de la maire. Ainsi, Anne Hidalgo souhaite mener un référendum d'initiative partagé pour « réformer l'hôpital³⁴ » et renforcer ce service public (comme si elle n'avait pas décidé la fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu pour privatiser un tiers de cet hôpital au profit du promoteur Novaxia et y installer un restaurant gastronomique, des starts-up de santé et des commerces³⁵). Elle demande également un référendum sur la nombre de nuitées en AirBnB³⁶ (qu'elle n'a pas le pouvoir d'organiser sans l'autorisation de l'État, et qui donc est resté parole en l'air). Mais elle refuse un référendum sur la tenue des

33- Voir, pour les plus courageux, <https://www.paris.fr/dossiers/paris-ville-citoyenne-et-participative-10>

34- « Des élus de gauche soutiennent le référendum d'initiative partagée pour réformer l'hôpital », *Ouest-France avec AFP*, 13/06/2021.

35- « Fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu : "un non-sens sanitaire" », *France Info*, 04/11/2020.

36- « Anne Hidalgo promet un référendum sur AirBnB après les municipales », *Ouest-France*, 19/11/2019.

Jeux Olympiques. Sachant que toutes les villes où un référendum sur les JO a été organisé ont vu la réponse NON l'emporter (oui, toutes), Anne Hidalgo préfère « *la concertation au référendum*³⁷ » : il est vrai qu'***une concertation de façade sera toujours moins dangereuse que la démocratie.*** En somme, ***pas de démocratie directe lorsqu'il s'agit d'un projet qui, comme tous les événements de l'ampleur des JO va lourdement impacter la ville ; mais autant de démocratie « participative » qu'on voudra lorsqu'il s'agit de décider de cultiver le pourtour des arbres au pied des immeubles dans Paris.*** Tout cela fleure bon la démocratie d'entreprise où seul le chef décide de ce qui, au final, sera fait, après qu'il se soit enquis auprès de ses salariés de la couleur du papier peint de la salle de repos. ***La démocratie façon Bloomberg/Hidalgo n'est concevable que sous contrôle.***

Autre moyen de contrôle : la collecte massive de données.

« ***Nous faisons confiance en Dieu. Tous les autres, apportez des données***³⁸ ». Cette citation ***est exactement reprise à son compte par Bloomberg Associates***³⁹. L'idée de départ est simple : les problèmes que rencontrent les décideurs politiques pour gérer une métropole sont tellement intriqués et complexes que ceux-ci ne peuvent plus prendre de décisions sans l'aide

37- « JO 2024. Paris préfère la concertation au référendum », *Ouest-France*, 30/11/2015.

38- « *In God we trust. Everyone else, bring data.* »

39- Voir l'intervention de Linda Gibbs, *Bloomberg Associates* dans le cadre d'une intervention au Grantmakers for Effective Organizations, 24 mars 2014.

précieuse des données personnelles informatisées rassemblées en masse pour connaître le comportement réel des foules. Il leur faut connaître et les analyser en temps réel pour y apporter une réponse rapide et efficace. Ce qui veut dire implanter des caméras partout, collecter des données personnelles qui permettent d'anticiper tous les comportements. Et donc généraliser les modes de contrôle en profondeur de la population. C'est pourquoi il est prévu de **systematiser la reconnaissance faciale**. D'ailleurs, le Ministère de l'intérieur l'affirme⁴⁰ : il faudra que les différentes technologies liées à la sécurité, dont la reconnaissance faciale, soient prêtes pour les Jeux Olympiques en 2024 et cela dès la coupe du monde de Rugby de 2023.

Qu'est-ce que la reconnaissance faciale ? En gros, il s'agit de repérer un visage dans la foule à tout moment et en tout lieu pour des motifs de sécurité (stopper les terroristes) ou d'authentification d'une personne (à l'entrée d'un stade par exemple). Cela nécessite que *tous* les visages soient scannés, anthropométrisés et conservés. *Tous les visages*, celui de la petite mémé qui va faire ses courses comme celui de l'opposant politique, celui du touriste photographiant la Tour Eiffel ou du terroriste international. Les fichiers personnels sont alors croisées en temps réel avec les observations de caméras dites « intelligentes » afin de faire correspondre les centaines de

40- Ministère de l'Intérieur, Livre blanc de la sécurité intérieure, 16 novembre 2020.

points des visages avec les millions de milliards de points anthropométriques déjà stockés. Cela marche plutôt mal, produit un taux d'erreur considérable mais correspond au **fantasme de la sécurité totale et du contrôle permanent**. Comme l'écrit la Quadrature du Net : « *Qu'est-ce qui définit un comportement suspect ? Avoir un type maghrébin et un sweat à capuche entre sûrement dans les critères. Mais quoi d'autre ? Une expression faciale fermée, une nervosité visible ? ... On voit bien la part fantasmagorique et arbitraire qui fonde tout projet d'anticiper la criminalité*⁴¹. »

Il est évident que **la reconnaissance faciale est une bonne affaire commerciale**, surtout pour les entreprises privées qui vendent très cher de la quincaillerie technologique aux élus, aux services de police, à des entreprises ou à des particuliers⁴². Déjà pratiquée par ailleurs par certains réseaux sociaux ou par des vendeurs d'ordinateurs ou de téléphones, elle est intensément utilisée par le gouvernement chinois pour pister les Ouïghours⁴³ ou simplement pour infliger des amendes à ceux qui traverseraient en dehors de clous. Bref, **une technologie qui permet le développement d'une société de contrôle**.

41- La Quadrature du Net, « Le vrai visage de la reconnaissance faciale », 21 juin 2019.

42- Voir Anaïs Cherif, « La reconnaissance faciale transforme déjà notre quotidien », *la Tribune*, 15/01/2020.

43- « Ouïghours : une vidéo prouve l'utilisation de la reconnaissance faciale dans des mosquées », *France 24, Les Observateurs*, 12/09/2019.

Enfin, *c'est ce que Bloomberg, à travers ses fondations, promeut*. Ce n'est pas absurde de son point de vue : après tout, il prospère dans la vente des nouvelles technologies. Mais est-ce souhaitable ? Une certitude, le débat n'aura pas lieu : à Paris, *Anne Hidalgo a consenti à laisser pénétrer Bloomberg et ses fondations dans la décision publique, et, sans qu'il y ait de débat, ni mandat donné par un vote, elle entend doter la capitale de ces technologies qui aboutissent à une réalité sociale et politique où la démocratie devient accessoire*.

La pénétration des intérêts privés dans l'administration publique n'est pas le seul fait d'Anne Hidalgo. Emmanuel Macron pratique la chose à grande échelle. La campagne de vaccination contre le Covid-19 a largement été pilotée par plusieurs cabinets de conseils américains, Accenture, JLL Consulting, Roland Berger, ou Deloitte et bien entendu le cabinet McKinsey⁴⁴. Mêlant ambition personnelle et proximité idéologique, Emmanuel Macron a fait sa cour auprès des patrons de McKinsey dès 2007 alors qu'il travaillait dans la commission Attali chargée de formuler des propositions pour « libérer » la croissance française, à la demande du président Sarkozy. Durant la campagne présidentielle de 2017, les « *MacronLeaks*⁴⁵ » ont révélé la collaboration entre des membres de McKinsey et la République en marche sans

44- Voir *France info*, « Covid-19 : on vous résume la polémique autour de McKinsey, le cabinet qui conseille le gouvernement sur la stratégie vaccinale », 10/02/2021.

45- Voir France info, <https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/macronleaks/>

qu'apparaisse aucune trace d'une facture du cabinet dans les comptes de campagne du parti. Enfin, la campagne de vaccination a été supervisée par McKinsey qui a touché 2 millions d'euros par mois⁴⁶, 1,2 million d'euros pour Accenture⁴⁷.

Ces cabinets pratiquent comme les fondations Bloomberg : ils étendent leur influence par la **dispensation de conseils gratuits**. Ainsi, en 2018, au sommet « *Tech for Good* », une rencontre qui brasse le discours de l'entrepreneuriat performant pétri de technologies et de « bonnes pratiques »⁴⁸, Emmanuel Macron a invité les patrons de Facebook, Google ou Uber. McKinsey était chargé de préparer les débats et suivre le respect des engagements. McKinsey intervient aussi auprès du ministère des Armées qui dispose de sa propre enveloppe de 87 millions d'euros pour acheter des conseils sur sa propre transformation⁴⁹.

La **pénétration des intérêts privés dans l'administration publique est donc bien réelle**. L'État est suffisamment affaibli pour être désormais suborné par des intérêts privés, et ce sont des élus qui sont censés représenter l'intérêt général qui mettent

46- Lloyd Chéry, « Vaccin : McKinsey, une prestation à 2 millions d'euros par mois », *l'Express*, 07/01/2021.

47- Romaric Godin et Antton Rouget, « Accenture et McKinsey embauchés par l'État pour faire un milliard d'économies », *Médiapart*, 9 février 2021.

48- Voir les explications dithyrambiques données par l'Élysée, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/12/01/tech-for-good-plus-de-75-leaders-sengagent>

49- Toutes ces informations sont tirées de l'article de François Krug, « McKinsey, un cabinet dans les pas d'Emmanuel Macron », *Le Monde*, 05/02/2021.

en œuvre ce genre de félonies, tout en prospérant par ailleurs dans des carrières lucratives. On voit un peu mieux maintenant vers quel monde Anne Hidalgo et la camarilla de ses soutiens politiques nous conduisent.

De plus, Anne Hidalgo a repris une des obsessions de Bloomberg lorsqu'il était maire de New York : ***transformer les grandes métropoles en marque de luxe***. Cela se traduit par sa volonté farouche de rendre la ville « attractive ». Mais attention ! Pas attractive à n'importe qui et certainement pas aux classes moyennes ni populaires.

Transformer la métropole en marque de luxe a été la politique de Bloomberg comme maire de New York. Le travail de la mairie, selon lui, était d'attirer et de retenir des « *clients* » que sont les entreprises haut de gamme prêtes à payer pour ce que seule la ville de New York pouvait offrir⁵⁰. L'attractivité de la ville est d'abord conçue pour retenir les entreprises transnationales ou plus généralement celles qui ont les moyens, tout comme les gens qui ont des emplois bien payés dans ces entreprises.

Quel a été le « *Bloomberg Way*⁵¹ » à New York ? Une entreprise de consolidation du pouvoir de l'élite par le biais de la

50- Julian Brash, *Bloomberg's New York: Class and Governance in the Luxury City* Julian Brash, Athens: The University of Georgia Press, 2011, p. 97.

51- La façon de procéder de Bloomberg

gouvernance urbaine. Suivant un modèle d'entreprise financière haut de gamme, *New York*, ville mondiale par excellence, *est devenue le laboratoire de la gouvernance néolibérale mais aussi le véhicule de la formation de la classe capitaliste transnationale*. L'action du maire Bloomberg s'est présentée comme une bonne gouvernance pragmatique basée sur la concurrence, la transparence et la pratique du *benchmarking*⁵², tout cela étant rendu possible par la présence d'un maire PDG autofinancé, n'ayant aucune faveur politique à rendre et appréciant l'expertise technocratique. Mais *l'action de Bloomberg a démontré un véritable mépris social*.

Cela a été très visible lors de la *bataille qui a opposé le maire à une partie de la population à propos du projet de développement du West Side de Manhattan lié à la candidature de la ville de New York aux Jeux Olympiques de 2012 et qui prévoyait la construction d'un nouveau stade*. L'équipe de Bloomberg a constamment utilisé un *langage technocratique* pour faire passer ce projet, langage qui a fait l'apologie de la « *planification participative*⁵³ » tout en proposant une autorité autonome afin d'éviter tout examen public. Bloomberg a usé *d'un discours communicationnel pétri de mensonges pour faire passer à tout prix un projet*

52- La notion de *benchmarking* vient du mot *benchmark*, « critère de référence », et désigne une pratique en vogue dans le milieu de la gestion des entreprises consistant à pré-établir des critères d'action qui permettent de juger de la réussite d'un projet de manière la plus « objective » possible. Elle permet un contrôle des salariés chargés de l'exécution de ces projets ainsi que des cadres dirigeants tout en évaluant la performance attendue.

53- Brash, *op.cit*, p. 168.

entièrement tourné vers la satisfaction d'une clientèle pour laquelle il travaillait réellement, et tant pis si cela ne correspondait en rien aux besoins de la population. Voilà de quel modèle Anne Hidalgo se dit inspirée.

Les méthodes d'administration utilisées par Bloomberg sont déterminées par celles des entreprises d'audit – en anglais « *audit-oriented mode of governance*⁵⁴ », qui ont pour programme explicite de se plier aux impératifs de la mondialisation marchande et financière. Il s'agit de privatiser des services publics ainsi que l'espace public, recourir aux partenariats public/privé, « revitaliser » la ville en accentuant sa gentrification, la montée en gamme du commerce (avec une multiplication de commerces de luxe), le tout dans un contexte plus large, promu par les néolibéraux au pouvoir, de « restructuration » de l'État providence – entendez de son démantèlement progressif. Tout un discours de légitimation d'une action administrative « réinventée », de « bonne gouvernance », ouvre la porte aux partenariats avec les entreprises, les privatisations, le culte de l'efficacité entrepreneuriale. D'ailleurs, tout cela se coule très bien avec une revendication de loi et d'ordre⁵⁵. Dès lors ***on comprend mieux que la mot d' « attractivité » revienne constamment***

54- Peck, J. and Tickell, A. (2002) *Neoliberalizing space*, Antipode, 34 (3): 380–404.

55- Brash, *op. Cit.* ; Hackworth, J. (2007) *The Neoliberal City: Governance, Ideology, and Development in American Urbanism*. Ithaca, NY: Cornell University Press ; Smith, N. (1996) *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*. New York: Routledge.

dans la bouche d'Anne Hidalgo. Ainsi, quand des militants altermondialistes repeignent en noir la façade de la Samaritaine le jour de son inauguration pour dénoncer les aides d'État qui pleuvent sur son propriétaire, Bernard Arnault, et le fait qu'il ne paie pas sa juste part d'impôt, Anne Hidalgo s'étrangle d'indignation. On comprend mieux également que Anne Hidalgo n'a rien compris au mouvement des Gilets jaunes qu'elle a toujours perçu comme une irruption braillarde abîmant l'image de la Ville, ce qui l'a conduite, toute honte bue, à se lever, avec une large majorité du Conseil de la Ville, pour faire une ovation au préfet Lallement dont l'action brutale soutient la comparaison avec un Papon de sinistre mémoire⁵⁶.

Le libre marché, la compétition, la dérégulation⁵⁷, la « gouvernance » guidée par des pratiques et des théories entrepreneuriales fumeuses⁵⁸, la nécessité d'attirer et de retenir à Paris les résidents faisant partie de la « classe créative⁵⁹ » dont les capacités d'entreprendre et d'innover, l'expertise, et surtout les revenus, servent de carburant à la croissance et au développement de la ville, le tout assaisonné d'un discours martial sur la loi et l'ordre : voilà le brouet sans cesse servi par une Anne Hidalgo biberonnant aux idées néolibérales de son ami Bloomberg.

56- Voir Figaro Live, 24 juillet 2020.

57- Peterson, P.E. (1981) *City Limits*. Chicago: University of Chicago Press.

58- Osborne, D. and Gaebler, T. (1993) *Reinventing Government: How the Entrepreneurial Spirit is Transforming the Public Sector*. New York: Plume.

59- Florida, R.L. (2002) *The Rise of the Creative Class, and How it's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*. New York: Basic Books.

Dans un tel contexte, il ne faut pas s'étonner qu'Anne Hidalgo ait combattu pour obtenir que les Jeux Olympiques aient lieu à Paris en 2024, alors même qu'aucune ville n'en veut plus. Car *les Jeux Olympiques sont essentiels pour contribuer à faire de Paris une marque de luxe.*

Pourtant, la maire de Paris, alors qu'elle n'était encore que candidate, déclarait : « *Les Jeux ça coûte cher..., et les Jeux dispendieux, je crois que ce n'est plus du tout d'actualité⁶⁰.* » Une fois devenue maire, elle prend la décision inverse et considère tranquillement qu'elle n'a pas à obtenir l'assentiment de ses administrés puisqu'elle estime, souveraine, que « *le référendum n'est pas la forme la plus aboutie de l'expression démocratique⁶¹* ».

Pourtant, les Jeux Olympiques, c'est tout un monde. Un monde opaque : **le CIO**, le Comité international olympique, est un trou noir des institutions internationales, organisation de droit suisse qui ne publie pas ses comptes cachés dans un **paradis fiscal**, un milieu incestueux de décideurs pratiquant le conflit d'intérêts et la confusion des genres, où se côtoient d'anciens sportifs recasés dans le *sport-business* et de (très) riches entrepreneurs. Enfin, les JO c'est le monde où la

60- Anne Hidalgo, candidate à la mairie de Paris, RMC et BFMTV, 4 mars 2014.

61- Anne Hidalgo, maire de Paris, sur *France Inter*, « Le 7/9 », le 2 avril 2016.

concurrence de tous contre tous se marie avec l'argent-roi. Nous y croisons des gens qui y croient ou qui font semblant, qui voient dans cet événement l'occasion d'une promotion sociale inenvisageable dans notre société bloquée, d'élus à courte vue mus par la gloriole ou imaginant naïvement participer à une grande fête populaire et surtout des hommes d'affaires déguisés en vendeur de rêves, sans autre obsession que de faire prospérer leurs profits⁶².

Quelques réalités : de par la loi olympique votée par le Parlement français⁶³, ***tous les excédents d'exploitation des Jeux iront au CIO alors que les dépassements budgétaires seront à la charge des collectivités publiques***⁶⁴. Le saviez-vous ? Les ***offices publics de HLM sont mobilisés pour financer une partie du Village olympique*** au prétexte qu'ils récupéreront ensuite une part du bâti (celle qu'ils auront financée). Ce qui n'est pas dit, c'est qu'ils paieront deux fois : une fois pour la construction, une fois pour la réorientation des bâtiments en appartements sociaux⁶⁵. Alors que les prix de l'immobilier contribuent à faire de Paris une des villes les plus chères du monde, ***des sommes considérables seront utilisées pour construire des infrastructures qui serviront d'abord aux***

62- Voir *Paris JO 2024, miracle ou mirage ?* Coordination Frédéric Viale, éd. Libre et solidaire, 2018

63- Loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

64- Articles 4, 8 et 33 du contrat de Ville-Hôte signé le 13 septembre 2017 entre le CIO et les organisateurs français des Jeux (les collectivités locales dont la Ville de Paris, le Comité national olympique (CNO) et le COJO (Comité d'organisation des JO), validé par la loi olympique.

65- Article 18 de la loi olympique.

Jeux alors que le discours officiel tente de dissimuler cela sous d'autres opérations. Ainsi **l'Aréna 2** dont la construction doit impérativement être terminée en 2024 puisqu'elle accueillera des épreuves des JO⁶⁶, tout comme le **Grand-Palais dit éphémère**, qui a posé ses 10000 mètres carrés pour 5 ans sur le Champs-de-Mars, officiellement au motif d'accueillir des expositions le temps de la réfection du Grand-Palais mais qui lui aussi accueillera des épreuves⁶⁷.

Le budget n'est ni crédible ni sérieux : tout indique qu'il sera explosé. Dès 2018, un rapport de l'Inspection générale des finances estimait que les dépassements atteignaient 500 millions à six ans de la tenue des Jeux, mais il faut craindre beaucoup plus, dès lors que le budget a été basé sur des hypothèses clairement mensongères et que la transparence n'est pas de mise.

Le coût social sera exorbitant. Le 19 juin 2018, la CGT, FO, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC ont accepté de signer avec les syndicats patronaux et le COJO une Charte sociale qui est un monument de tartufferie⁶⁸. Dans un contexte de chômage massif, la promesse de la Charte consiste à créer « *des passerelles entre le volontariat et l'emploi* », ce qui ne voudra

66- Les épreuves de badminton et para-badminton, de gymnastique rythmique et la para haltérophilie.

67- Les épreuves d'escrime et de taekwondo.

68- Charte sociale des Jeux olympiques et para olympiques 2024, 19 juin 2018.

rien dire d'autre pour les petites mains que de travailler gratuitement dans l'espoir que cela leur serve de marche-pied vers le marché du travail. Par ailleurs, n'oublions pas l'expulsion des personnes jugées indésirables, comme par exemple celles du foyer ADEF à Saint-Denis, opérée sans coup férir⁶⁹.

On assiste avec les JO à une série de **saccages écologiques**. Un bassin d'entraînement construit sur les Jardins ouvriers d'Aubervilliers, le Village des médias empiétant sur le Parc Georges Valbon, la pollution du Jardin des Essences, la construction d'une sortie d'autoroute au ras du groupe scolaire Anatole France à Saint-Denis, l'accélération des travaux d'infrastructures de transports du Grand-Paris, il n'est pas étonnant après cela que des usines à béton se multiplient autour de Paris, avec l'assentiment express d'Anne Hidalgo qui a renouvelé les autorisations à l'entreprise Lafarge pour qu'elle augmente ses capacités⁷⁰.

Pourquoi Anne Hidalgo a pu si ardemment militer pour obtenir des Jeux olympiques qui ont de telles conséquences si ce n'est pour **faire de Paris une marque de luxe**, concept directement issu des fondations Bloomberg ? Si Anne Hidalgo souhaitait

69- Voir Marta Sobkow, « Un foyer de travailleurs détruit pour laisser place au village olympique », *Street Press*, 2/07/2019.

70- Voir « Les militants de XR bloquent un dépôt logistique du secteur du BTP à Paris » *Reporterre*, 17 février 2020.

réellement une ville « inclusive » et « accessible à tous et toutes » comme elle le prétend, elle n'aurait pas décidé de faire venir dans la ville dont elle est maire un événement qui a pour conséquence directe l'augmentation du prix de l'immobilier. Si elle voulait, comme elle le proclame, lutter contre le réchauffement climatique, elle ne ferait pas venir un événement qui attirera plusieurs millions de visiteurs au prix de dégâts écologiques que les quelques encouragements à l'économie circulaire et autres gadgets de ce style ne suffiront pas à réparer. Si, comme elle le prétend, elle entendait construire une « démocratie participative et citoyenne » active, elle aurait au minimum demandé son avis à la population. Mais il faut croire que ni la démocratie, ni l'écologie ni l'accessibilité de la ville ne l'intéressent puisqu'elle a fait des pieds et des mains pour que Paris obtienne un événement anti-écologique, anti-social, anti-populaire. **Construire à grands coups d'événements spectaculaires et dispendieux une « marque » pour une « ville de luxe » qui attire grandes entreprises et investisseurs est la véritable préoccupation d'Anne Hidalgo, inspirée par le discours développé par les fondations Bloomberg.**

Prêtons attention maintenant à la petite musique qui se fait entendre quand on s'intéresse aux liens entre Anne Hidalgo, Emmanuel Macron et Michael Bloomberg : **cette musique a**

des accents américains. Les discours des uns et des autres sont truffés de *smart cities*, *resilience*, *brand cities*, cela trahit **une façon de penser modelée par des concepts formulés dans une autre langue, qui se trouve être la langue dominant le monde, et singulièrement celui des affaires.** Or, la langue est l'expression d'un mode de pensée. **La langue des ETN et des milliardaires parle aux ETN et aux milliardaires.** Elle dit leur monde et leurs intérêts. Par exemple, le concept de *resilience*, devenu en français *résilience*, et qui se trouve à la base d'un discours de légitimation de l'action publique promue par Anne Hidalgo, est-il autre chose que la traduction de cette tradition nord-américaine trimplantant la mythologie du pionnier à qui tout peut arriver et qui néanmoins, y compris dans les pires circonstances, affichera le grand sourire immaculé d'un râtelier sans fêlure afin de repartir du bon pied car, de Lizza Minelli à Freddy Mercury, « *the show must go on* » ?

Désormais, les représentants de l'État et les élus locaux considèrent que l'innovation ne peut venir que de fondations étrangères tenues par des milliardaires et non plus du tout de l'administration publique dont ce devrait pourtant être la mission. Pour eux, le rôle des élus est de servir de boîte aux lettres entre leurs administrés (enfin, ceux qui leur sont proches) et les entreprises transnationales. L'intérêt général se résume à la rencontre de ceux des détenteurs de capitaux et des leurs. Dès

lors, on se dit que **l'usage de la langue véhiculaire des dominants n'est que l'aboutissement d'une soumission intégrée, acceptée, perçue comme inévitable, voire même enviable.**

Un exemple illustre cette colonisation de manière spectaculaire. Après les attentats de 2015 et 2016, **Jeff Koons décide de faire un cadeau à la France.** Sans porter de jugement sur ses œuvres⁷¹, le moins que l'on puisse en dire est qu'elles sont spectaculaires. Ici, il s'agit d'un énorme **bouquet de tulipes** porté par une main. Cet artiste se permet de formuler des exigences pour son « cadeau » : il faut qu'il soit posé devant le musée d'Art contemporain à Paris. Certains doutent qu'il soit si intéressant de consacrer un bouquet de fleurs à des victimes d'attentats, d'autant plus qu'il vient d'un artiste « *emblème d'un art industriel, spectaculaire et spéculatif [dont] l'atelier et ses marchands sont aujourd'hui des multinationales de l'hyperluxe*⁷² ». Par ailleurs, aucune de ses œuvres majeures n'est exposée en France mais ce don aurait la vertu (pour lui seul) de le rendre visible devant un grand musée d'art contemporain. Et puis l'œuvre mesure dix mètres de haut et pèse 33 tonnes : la poser où l'exige l'auteur nécessiterait des travaux de soutènement se chiffrant en millions d'euros. Pour arranger

71- Yves Michaud a écrit que le bouquet évoque « *Onze anus colorés montés sur tiges.* » *L'Obs*, 5 octobre 2019.

72- « Non au "cadeau" de Jeff Koons », tribune collective, *Libération*, 21 janvier 2018.

les choses, l'ambassadrice des États-Unis endosse l'œuvre comme un cadeau de son pays au « peuple français »⁷³.

Comme la polémique enfle, il devient difficile de financer une telle installation sur de l'argent public. Qu'à cela ne tienne, **le Fonds pour Paris** le fera. Géré par la Ville de Paris et financé par un certain nombre d'entreprises transnationales et de milliardaires (Xavier Niel, Jane Hartlet et Leonard Lauder, les Galeries Lafayette, Accor, LVMH, Natixis, JP Morgan), ce fonds **a décidé de lâcher les 3,5 millions d'euros nécessaires à l'installation**. Ce même fonds versera royalement 294 euros en 2017 à la création d'un monument en hommage aux victimes des attentats de Paris, puis 6300 en 2018, puisque visiblement, il n'était pas clair que le bouquet à 33 tonnes de Koons pouvait clairement passer pour tel⁷⁴. La décision de Bloomberg et du Fonds de Paris de financer l'installation de Koons sont prises alors qu'une fructueuse coopération s'opère entre la Ville de Paris et la Fondation Bloomberg. Jeff Koons lui-même tentera de désamorcer la polémique en abandonnant ses droits sur les produits dérivés qui seront partagés entre la mairie (20 % pour l'entretien de l'œuvre) et les familles de victimes du terrorisme (80 %).

73- Communiqué commun Ambassade des États-Unis d'Amérique et la Ville de Paris, 21 novembre 2016.

74- Rapport d'activité du 01/01/2017 au 31/12/2017 et budget prévisionnel de 2018, du Cabinet d'expertise comptable Berti pour le Fonds pour Paris.

Finalement, le bouquet sera installé dans un endroit plus discret, dans les jardins du Petit Palais, à proximité des Champs-Élysées. La maire de Paris ne manquera pas de se fendre d'un tweet pantelant d'admiration sur l'œuvre qu'elle inaugure.

Cet épisode illustre simplement ce que chacun constate constamment : **tout un petit monde privilégié évolue dans les mêmes sphères, prend des décisions qui sont autant de renvois d'ascenseur. Des milliardaires décident de financer une œuvre qui modifie en partie l'aspect de la capitale de la France et ils sont exaucés, sans que nul ne s'interroge parmi les élus politiques si cette dépense ne servira pas d'abord et avant tout au renforcement de l'influence culturelle de États-Unis en France – ce à quoi l'œuvre de Jeff Koons sert incontestablement.**

Tous ces constats mis bout à bout, la notion de colonisation des esprits de nos élus devient lancinante : leur propension à ne pas servir l'intérêt général mais celui d'un groupe sociologiquement ciblé qui vote pour eux, mais surtout et en priorité les intérêts des entreprises transnationales et des milliardaires qui les possèdent et avec lesquelles ils ont passé une alliance culturelle et politique faite d'intérêts croisés, d'habitudes et de paresse intellectuelle, cela n'est-il pas la marque effective d'une certaine colonisation des esprits ?

Et la technologie verte (avec les entreprises transnationales) sauveront le monde.

Les fondations Bloomberg développent aussi une autre idée, extrêmement prégnante dans le discours et l'action d'Anne Hidalgo : **le chaos climatique sera traité par la technologie, celle promue par les entreprises transnationales** (dont celles de Bloomberg entre beaucoup d'autres).

Bloomberg Philantropies le répète assez : le moyen le plus puissant de lutter contre le réchauffement climatique, c'est l'usage de la technologie, particulièrement celle qui relève des nouvelles technologies de la télécommunication car celles-ci permettent d'économiser les ressources et donc contribuent à la lutte contre le réchauffement climatique. D'où l'idée de généraliser les réseaux 5G afin que les données remontent en temps réel auprès des centres de coordination pour fluidifier la vie en ville. D'où aussi celle, dans le domaine de la protection, de généraliser la reconnaissance faciale. De toute façon, attirer et fidéliser les clientèles à fort pouvoir d'achat passe aussi par cette généralisation de la technologie. **La technologie verte sauvera donc le monde et puisque les entreprises transnationales la fournit, autant les attirer, faisant d'une pierre deux coups.**

Sauf que c'est faux. La technologie pose au moins autant de problèmes qu'elle n'en résout. Elle peut connecter, faciliter, rendre la vie plus simple mais elle aussi pollue. Certes, les premières sources de pollution sont les transports et la production agricole mais **les data-center** sont gros consommateurs d'électricité car ils ont besoin de climatisation (les équipements électroniques chauffent énormément alors même qu'ils ne supportent pas la chaleur), et ils nécessitent des locaux, du matériel, de la surveillance. Ainsi, ils représentent aujourd'hui environ 1,5 % de la consommation électrique mondiale et plus de 2 % des émissions de gaz à effet de serre sur la planète⁷⁵. Par ailleurs, ils sont de plus en plus nombreux à s'installer en périphérie des métropoles, Paris comme les autres, d'où ils évincent les populations les moins favorisées.

En somme, pour lutter contre le réchauffement climatique Bloomberg et à sa suite Anne Hidalgo parient sur les technologies vertes qui contribuent à son amplification. Cela évite de se poser la question fondamentale, celle du changement de société. À aucun moment il ne s'agit de changer le monde mais bien plutôt de faire en sorte de donner l'impression que tout change pour que rien ne change.

75- Voir « *Les Data Centers Et La Pollution Numérique* », Cleanfox, 4 nov 2016. Voir aussi, Guillaume Pitron, *L'enfer numérique*, LLL, 2021.

Conclusion

Le concept de « *smart city* » est de fait un concept de la fin du politique : le **politique est ravalé à un rôle communicationnel de promotion des solutions technologiques mises en œuvre pour le plus grand bénéfice des entreprises transnationales dans un cadre démocratique limité.** De ce point de vue, **Anne Hidalgo est totalement compatible avec Emmanuel Macron.**

Emmanuel Macron, Michael Bloomberg et Anne Hidalgo sur le perron de l'Élysée prétendent incarner la lutte contre le réchauffement climatique. À eux seuls ils savent que la technologie verte est la solution et que les pratiques de gestion innovantes sont les bonnes, inspirées par le monde des grandes entreprises et portées par les fondations Bloomberg. Ils entendent montrer au monde qu'ils incarnent le Nécessaire et le Vrai, avec des majuscules.

Mais de quel monde parlent-ils ?

Un monde où les élus du peuple sont devenus les petits télégraphistes des milliardaires, un monde où les milliardaires ont la solution, où l'intérêt général n'est pas décidé par le débat public au cours d'élections démocratiques mais par l'entre-soi d'un tout petit milieu où se côtoient carriéristes et faiseurs de profits, un monde où les élections sont d'une portée limitée et où

sont flattées des clientèles qui ont des moyens financiers et culturels conséquents.

Finalement, le discours et la pratique politique portés par ces personnages consistent à **fonder une nouvelle légitimité au capitalisme** qui, après l'avoir saccagée entend sauver la planète mais avec ses moyens, sa foi dans la technologie, la collecte des données personnelles et surtout à la condition que cela lui rapporte.

Warren Buffet, un des tous premiers milliardaires mondiaux, déclarait il y a peu, entre morgue et cynisme : « *Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner.*⁷⁶ ». Il se trompait : la classe des milliardaires ne gagne pas. Le système capitaliste mondial est lourdement remis en cause, y compris par les populations des classes moyennes des pays occidentaux actuellement menacées dans leur existence économique. Michael Bloomberg est un milliardaire autrement plus prévoyant et organisé que Warren Buffet. Il ne fanfaronne pas en public, il agit. Et il entend par ses fondations, par ses cadeaux « gratuits », par ses « conseils *pro bono* » aller plus loin encore que l'action traditionnelle des **lobbyistes d'affaires**. Ceux-ci font un travail remarquable d'influence mais ils **n'interviennent qu'une fois que la décision publique**

76- Warren Buffet, CNN, 25 mai 2005.

contrariant leurs intérêts est envisagée. Par l'action de ses fondations, Bloomberg fait plus et mieux : ***il modèle la façon dont les administrations publiques décident de l'intérêt général et il veut s'assurer ainsi que cela aille toujours dans un sens favorable aux entreprises.***

Bloomberg se fixe une mission large : **il lui faut empêcher toute possibilité de retour en arrière en insinuant dans les instances publiques la culture d'entreprise de manière définitive.** Cette recomposition de l'action publique est concomitante à la décadence organisée par la ruine minutieuse de l'État qui ouvre aux riches l'opportunité de s'immiscer dans la coordination des actions devenues très lacunaires des pouvoirs publics. Il s'agit de **privatiser à bas bruit les techniques mêmes de gouvernement.**

Que trouve-t-il comme alliés politiques pour l'aider dans sa besogne ? **Anne Hidalgo, Emmanuel Macron** et la palanquée de politiciens qui agissent dans le même sens. **Par leurs discours qui se veulent modernes, « efficaces », « inclusifs », utilisant la lutte contre le réchauffement climatique pour coller aux préoccupations des gens susceptibles de voter pour eux, ils portent en réalité le nouveau discours de légitimation du capitalisme mondialisé.**

Les élus, devenus porte-voix des milliardaires, s'adressent à une clientèle de classe supérieure qui vote, ils lui font croire que les entreprises transnationales et la diffusion des technologies vertes apportent les solutions au combat contre le réchauffement climatique qui les inquiète, tout en les dispensant de changer d'habitudes. Ainsi, **ils contribuent à faire qu'un système à bout de souffle trouve, au moins dans les discours et dans les esprits, une nouvelle jeunesse. Ils contribuent à le sauver en assurant que l'essentiel soit sauvegardé, les profits.** Anne Hidalgo ne diffère en rien d'Emmanuel Macron : elle ne sert pas l'intérêt général mais une clientèle, celle des entreprises et de leurs cadres qui ont les moyens, elle fait mine de s'intéresser aux gens qui votent pour elle mais elle sert les véritables dominants du système qui peuvent, entre autre grâce à son action, perpétuer leur pouvoir au moment où il est largement contesté.

C'est toujours la même vieille histoire, connue, archi-connue et qui se répète de décennies en décennies, celle du *Guépard* de Lampedusa : « *se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi* ». Si nous voulons que tout reste pareil, il faut que tout change.

Paris, janvier 2022

<http://frederic.viale.free.fr>